



**Communiqué
Pour diffusion**

Discours inaugural du gouvernement Charest **Des priorités discutables**

Montréal, le 23 février 2011 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) exprime sa déception à l'issue du discours inaugural présenté aujourd'hui, par le gouvernement Charest.

À mi-mandat, on espérait que le premier ministre redéfinisse les priorités de son gouvernement en accordant à l'éducation la place prépondérante que doit remplir ce secteur dans notre développement collectif. Or, rien dans ce discours ne laisse présager l'importance qu'on doit y accorder. Le gouvernement mise plutôt sur son plan Nord qui serait l'une des clés de l'avenir économique du Québec. Pourtant, rien n'est moins sûr, car les citoyennes et citoyens du Québec demeurent extrêmement sensibles aux impacts environnementaux et favorisent le développement durable. D'autant que, Jean Charest a maintes fois répété qu'il fallait mieux aider les élèves en difficulté et investir dans l'économie du savoir. Quelle place l'éducation occupe-t-elle dans le développement social?

Des investissements qui ratent la cible

« Le gouvernement annonce des investissements pour fournir un ordinateur portable à tous les profs et moderniser les classes des écoles du Québec, notamment par le remplacement des tableaux noirs par des tableaux électroniques. Des investissements certes utiles qui, sans être chiffrés, représentent plusieurs millions de dollars. Mais en même temps, on peut se poser la question : est-ce la bonne cible? On a des millions pour des accessoires et des machines, mais pas un sou pour l'aide directe aux élèves en difficulté. L'ordinateur peut-il se substituer à l'orthophoniste? En fait, c'est une réponse tape-à-l'œil à des problèmes complexes. On investit dans la quincaillerie alors qu'on devrait prioritairement investir dans des ressources pour subvenir aux besoins des élèves en difficulté. Il est aussi ironique de constater qu'au lendemain où la plus importante commission scolaire du Québec, celle de Montréal, lançait un appel public pour qu'on accroisse les mesures d'aide alimentaire, un besoin de base, le gouvernement Charest réponde par l'investissement dans des machines. Que faut-il ajouter de plus? », a déclaré le président de la FAE, Pierre St-Germain.

La réponse ne se trouve pas dans ce discours inaugural

Le gouvernement veut valoriser l'apprentissage de l'anglais par un programme intensif de cette langue en sixième année. La FAE se questionne sur la mise en place d'une telle mesure. A-t-on analysé l'impact sur la réorganisation des programmes et la faisabilité de procéder pour l'ensemble des écoles du Québec? Quant aux codes de vie dans les écoles et la formation au civisme, faut-il rappeler qu'en avril 2008, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) lançait un plan d'action pour prévenir la violence à l'école.

Trois ans plus tard, le ministère n'a toujours pas produit l'état de situation promis et surtout, n'a pas respecté ses engagements pour réduire la violence dans les écoles du Québec.

« On peut bien imposer des codes de vie, toujours faut-il avoir les moyens, la capacité et la volonté de les faire appliquer », de préciser Pierre St-Germain.

Des choix discutables

Le président de la FAE se fait encore plus critique quant à l'inaction du gouvernement sur les enjeux majeurs en éducation.

« La direction à prendre pour redresser non seulement son gouvernement, mais l'économie du Québec, c'est d'investir davantage dans ce qui est le plus porteur d'avenir, l'éducation. La population a compris, lui a dit, mais ce gouvernement n'écoute pas. On peut bien investir dans de la quincaillerie, mais ce n'est pas de cette façon qu'on réussira à redresser l'École Publique. On ne retrouve dans ce discours aucune intention du gouvernement pour mettre un terme au financement public des écoles privées. Or, en continuant de financer ces écoles, le gouvernement favorise un système basé sur l'exclusion des meilleurs éléments du réseau public. Ce modèle amène la concentration de plus en plus grande d'élèves en difficulté en classe ordinaire. Dans un tel système, tous les élèves sont perdants et l'école publique est dévaluée et dénaturée de sa mission première qui est d'instruire et d'assurer les conditions de réussite. On prive donc ainsi, tous les élèves de conditions d'apprentissage acceptables. Sur le plan des apprentissages et de la réussite scolaire, encore une fois on trouve le moyen de distraire l'attention en annonçant des investissements dans des uniformes sportifs, et ce, pour contrer le décrochage et développer le sentiment d'appartenance. Ne serait-il pas plus utile d'investir dans des mesures de prévention et d'intervention précoce pour contrer ce décrochage? Tout cela survient au lendemain où la CSDM nous annonçait manquer d'au moins 260 professionnels. Il y a des choix gouvernementaux qui sont discutables. Nous sommes profondément déçus de ne pas percevoir dans ce discours inaugural un message clair sur l'importance que doit accorder le Québec à l'éducation », de conclure le président de la Fédération, Pierre St-Germain.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

– 30 –

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Armand Dubois, conseiller aux communications
Téléphone : 514 666-7763, poste 296 – bureau
514 910-1754 – cellulaire